

Ar3 – Direction Réglementation et Gestion de l'Espace Public MR/ML
STATIONNEMENT PROVISOIREMENT INTERDIT
Avenue Paul Bourret

Ν°

/2025 R.A

0 0 1 8 9 8 PUBLIÉ LE 15 NOV. 2025

## <u>ARRÊTÉ</u>

## LE MAIRE DE SALON-DE-PROVENCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2211-1 portant dispositions générales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 L 2212-2 et L 2212-5 portant sur la police municipale,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les article L 2213-1 et L 2213-2 portant sur la police de la circulation et du stationnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2214-3 portant sur les dispositions applicables dans les Communes où la police d'état est instituée,

VU la demande en date du 16 octobre 2025 formulée par les Déménagements Robert sise Avenue Gabriel Voisib 13300 Salon de Provence pour des opérations de déménagement,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer le stationnement des véhicules pour assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publiques,

## <u>ARRETE</u>

<u>ARTICLE 1</u> - Afin de permettre des opérations de déménagement, le stationnement de tous les véhicules, à l'exception de celui du pétitionnaire, est provisoirement interdit sur (3) trois emplacements au plus près du N°1 Avenue Paul Bourret (après le zébra) :

## Le 18 décembre 2025

<u>ARTICLE 2</u> - Les véhicules en infraction, visés à l'Article 1 seront considérés comme gênants et feront l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 3 —Le pétitionnaire doit acquitter une redevance fixée par délibération du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2024.

Elle est de 17,00€ par jour et par véhicule et 5€ de frais de gestion.

<u>ARTICLE 4</u> – Sous les directives des Services Techniques Municipaux, la présignalisation et la signalisation de l'interdiction seront mises en place <u>par le pétitionnaire 8 jours avant le début des opérations.</u>

ARTICLE 5 — Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille pendant un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 6 - Le Directeur Général des Services et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

P/Le Maire,
Par délégation, Michel ROUX
Premier Adjoint au Maire
Vice-Président de la Métropole